



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

16 février 2016

L'éventuel changement de gouvernement continue d'alimenter les débats. La presse écrite rapporte les déclarations des associations de natifs de différentes régions, qui visent à soutenir ou à critiquer le Premier ministre Jean Ravelonarivo. Les journaux s'interrogent également si la demande faite aux ministres de ne pas sortir du territoire national ne confirme pas l'imminence d'un changement de gouvernement, et ce pour cette semaine. Par ailleurs, le verdict de la Haute Cour constitutionnelle concernant le règlement intérieur du Sénat, est attendu de pied ferme.

Vue des Collectivités Territoriales Décentralisées

COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO : COLERE DES EMPLOYES DE COURTE DUREE

Après les manifestations des marchands ambulants de la semaine dernière, la Commune Urbaine d'Antananarivo fait maintenant face à la colère des Employés de Courte Durée, en grève après le non renouvellement de leur contrat assorti d'un préavis de 3 mois. Ils se sont réunis devant l'entrée principale de la municipalité, hier, munis de banderoles et de sifflets. Les 212 ECD estiment qu'ils ont droit à un contrat à durée déterminée de 6 mois. (Midi Madagasikara, p. 5)

- Les dirigeants du syndicat des employés de la Commune ont reçu une lettre d'avertissement, hier. D'ailleurs, depuis quelques jours, ils ont reçu des demandes d'explication de la part des responsables de la Commune, sachant qu'ils ont exigé que ces ECD signent un contrat de longue durée. Le syndicat s'étonne de cette demande d'explication, dans la mesure où il est supposé défendre les intérêts des employés vis-à-vis des employeurs. (Madagascar-Laza, p. 2)

Politique interne

DES MINISTRES PRIÉS DE RESTER A QUAI

Jusqu'à nouvel ordre, aucun ministre n'est autorisé à partir à l'étranger. Des ministres qui devaient se déplacer à l'étranger ont été notifiés qu'ils devaient rester au pays, et ont ainsi dû renoncer à leur voyage cette semaine. Bien que certains affirment que cette décision n'a rien à voir avec l'imminence d'un remaniement ou d'un changement de gouvernement, cette éventualité n'est pas à écarter. Diverses sources soutiennent que le changement pourrait intervenir cette semaine. Sont concernés par cette demande : le ministre de l'Intérieur Mahafaly Solonandrasana Olivier, et la ministre des Affaires étrangères Béatrice Attalah. Cette dernière devait rejoindre Maurice ce jour, mais a changé ses plans car la personne qu'elle devait rencontrer sur place débarquera à Madagascar dans les prochains jours. En tout cas, le conseil des ministres de cette semaine, où la présence de tous les membres du gouvernement est exigée, risque d'être tendue. Une source proche de la Présidence avance qu'un mini-remaniement n'impliquant que quelques ministères serait au programme, tandis que le ministre Rivo Rakotovoava avait déjà parlé d'un « réajustement technique » selon les nouveaux enjeux, qui signifie une réduction du nombre de ministères par la fusion de certains départements. Dans cette même lancée, le rapporteur général de l'Assemblée nationale, Maimonjy Liahosoa a révélé que depuis la semaine dernière, des ministres courtisent les députés et procèdent à des collectes de signatures de soutien. En tout cas, le président de la République doit choisir entre un remaniement et un changement de gouvernement. Ce dernier scénario impliquant le remplacement du Premier ministre. (L'Express de Madagascar, p. 3)

- Madagascar-Laza (p. 3) soutient, pour sa part, que les membres du gouvernement sont consignés pour l'ultime conseil du gouvernement de ce jour. Les ministres ont été priés de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



rester dans la capitale et d'assister à cette réunion. Cette réunion gouvernementale, devrait aborder des sujets importants tels que la convocation des électeurs aux scrutins régionaux et la lutte contre l'insécurité.

- *Sur l'éventualité d'un changement de gouvernement, la Plateforme des grands Sakalava a indiqué que le nouveau Premier ministre devrait être apolitique, et apte à résoudre les problèmes d'insécurité. (L'Express de Madagascar, p.5), (Midi Madagasikara, p. 2). Elle remercie aussi le Président d'avoir nommé Honoré Rakotomanana à la tête du Sénat (Les Nouvelles, p. 3).*
- *Cette plateforme invite, en fait, à un changement de gouvernement, considérant que le gouvernement actuel est loin des objectifs de développement déclarés lors de sa prise de fonction. Elle préconise un gouvernement composé de technocrates. (Madagascar Matin, p. 3).*
- *L'association des natifs du Grand Sud-Est de Madagascar tient, de son côté, à remercier le Président de la République, d'avoir nommé Jean Ravelonarivo, d'ailleurs membre de ladite association, au poste de Premier ministre. Elle exhorte aussi à oeuvrer pour l'union et la solidarité et à mettre de côté les dissidences politiques. (Midi Madagasikara, p. 24)*
- *La campagne électorale pour les présidentielles de 2018 a bel et bien commencé, estime Tia Tanindrazana (p. 3). C'est le cas pour le Président de la République en exercice, qui était à Beloha Androy dernièrement. De son côté, l'association des natifs du Grand Sud-Est soutient, bien que ce ne soit pas officiel, la candidature du Premier ministre Jean Ravelonarivo aux présidentielles. De l'autre côté, des associations de natifs d'autres régions dénoncent l'incompétence de Jean Ravelonarivo et de son gouvernement, et suggère de mettre en place un gouvernement de technocrates.*
- *Des proches de Hery Rajaonarimampianina manoeuvrent pour le départ du Premier ministre Jean Ravelonarivo. Ils essaient d'influencer le Chef de l'Etat sur la nécessité de rompre avec son Premier ministre, lequel aurait des ambitions présidentielles qui l'empêcheraient d'agir pour la réalisation des promesses présidentielles faites au peuple malgache. L'affaire Bekasy aurait également été à l'origine du conflit latent entre le Premier ministre et les proches du Président, dans la mesure où celui-ci aurait agi sur ce dossier sans avoir consulté le Chef de l'Etat. (Midi Madagasikara, p. 3)*

LE VERDICT DE LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE ATTENDU

La session spéciale du Sénat est suspendue en attendant le verdict de la Haute Cour Constitutionnelle sur le contrôle de constitutionnalité de son règlement intérieur. La décision est attendue cette semaine. Ceci étant, le secrétaire général du Sénat écarte l'idée que l'adoption d'un nouveau règlement intérieur signifie automatiquement l'annulation de l'élection du bureau permanent déjà en place, dans la mesure où aucune juridiction ne peut annuler un acte réglementaire. (L'Express de Madagascar, p.5)

- *Avec l'entrée en lice des autres membres du Sénat, le bureau permanent actuel n'aurait plus de raison d'être. Cette thèse n'est pas fondée, selon les partisans du parti présidentiel, majoritaires au sein du Sénat. Le bureau élu devra préserver sa place, et les sénateurs pourront procéder à l'élection des membres de bureau manquants. D'autant plus que les membres de ce bureau ont été désignés par le parti HVM. Des sénateurs non acquis à la cause du HVM sont, par contre, pour la réédition de cette élection du bureau permanent. (Les Nouvelles, p. 3)*
- *La prochaine réunion devra permettre d'élire les membres du bureau permanent restants, à savoir les 5 vice-présidents dont l'un sera issu de l'opposition ainsi que les questeurs, selon les explications des sénateurs issus du HVM. (Madagascar-Laza, p. 2)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



ASSEMBLEE NATIONALE : UNE SESSION EXTRAORDINAIRE SE PROFILE

Le prochain conseil des ministres devrait convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée nationale, d'après une personnalité gouvernementale (**L'Express de Madagascar, p. 3**). Se basant sur les déclarations d'un député membre du groupe parlementaire HVM, **Midi Madagasikara (p. 3)** soutient pourtant que faute de budget, les députés ne peuvent pas se réunir en session extraordinaire avant la session ordinaire du 3 mai prochain. En tout cas, la réunion de l'Assemblée nationale devrait permettre aux députés de s'organiser en vue de l'application de l'article 54 de la Constitution. **Les Nouvelles (p. 3)**, pour sa part, avance la possibilité d'une session extraordinaire dans les prochains jours. Pour l'instant, l'ordre du jour de cette rencontre n'est pas encore connu, même si les supputations vont bon train à ce sujet. Certains parlent d'un éventuel remaniement du gouvernement, tandis que d'autres évoquent la nécessité d'adopter des textes nécessaires à la bonne marche des affaires nationales.

- **Madagascar-Laza (p. 2)** informe que les parlementaires de l'Assemblée nationale ont révélé, hier au cours d'une réunion portant sur la situation politique actuelle, qu'une session extraordinaire se profile à l'horizon. L'ordre du jour devrait porter sur le remaniement du gouvernement et la reconfiguration du bureau permanent de l'Assemblée. D'autres activités sont attendues telles que l'élection des représentants de la Chambre basse au sein du Haut conseil pour la défense et la démocratie et de l'Etat de droit, et l'adoption du projet de loi relative à la mise en place du Conseil national de conciliation.

HONORE RAKOTOMANANA : LE MOINS LOTI DES CHEFS D'INSTITUTION

Protocolairement, le président du Sénat, en l'occurrence Honoré Rakotomanana, est le deuxième personnage de l'Etat. Mais la situation est telle qu'il est le moins loti des chefs d'institution. Parce qu'il est le dernier arrivé, il dispose d'une escorte composée uniquement d'une Renault Clio qui sert de voiture ouvreuse, en plus du motard de tête. C'est sans commune mesure avec la cohorte de V8 et la Mercedes blindée du Président de la République. Pourtant, il est appelé à exercer les attributions présidentielles courantes jusqu'à l'investiture du nouveau Président, en cas de démission du Président en exercice. (**Midi Madagasikara, p. 2**)

Economie et société

LE GROUPEMENT DES ENTREPRISES DE MADAGASCAR MAINTIEN SES REVENDICATIONS

Le Groupement des Entreprises de Madagascar réitère sa demande d'abrogation des arrêtés interministériels relatifs à l'Advance Cargo Declaration et confirme la suspension de sa participation aux instances de dialogue public-privé, en attendant des signaux forts d'une réelle volonté d'écoute et de concertation de la part des autorités étatiques. Dans un communiqué, le GEM rappelle que la mise en place du système ACD et la refacturation que souhaitent imposer les armateurs nuiront à la compétitivité des entreprises. La surcharge en termes de coût est estimée au minimum à plus de 10 millions de dollars par an. En effet, les armateurs à qui l'Etat exige une redevance, récupèrent chez les importateurs et exportateurs, le montant de 100 Euros par conteneur. (**L'Express de Madagascar, p.7**)

FORTES PRECIPITATIONS A TANANARIVE : DIFFICILE EVACUATION DES EAUX USEES

Trois soirées de pluies orageuses et la capitale se retrouve sous les eaux. Dans les quartiers qui se situent sur la plaine de Tananarive, les eaux pénètrent jusque dans les maisons et couvrent les véhicules. Depuis hier, une école de Manarintsoa a dû fermer ses portes pour cause de montée des eaux. Le chef du quartier de Manarintsoa-Est a expliqué que les pompes qui évacuent les eaux vers le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



canal d'Andriatany ne fonctionnent pas correctement. La situation ne s'annonce pourtant pas mieux dans les prochains jours, car des pluies torrentielles sont enregistrées auprès du Service météorologique, pour toute cette semaine. La météo signale également l'entrée d'une tempête tropicale dans la zone de responsabilité de Madagascar. (**L'Express de Madagascar, p.8**), (**Midi Madagasikara, p. 5**), (**Les Nouvelles, p. 5**), (**Madagascar-Laza, p. 7**), (**La Vérité, p. 5**)

- Les mesures de prévention contre les intempéries telles que les inondations seront certainement abordées lors du prochain conseil de gouvernement, qui nécessitera la participation de tous les membres de l'équipe gouvernementale. (**Madagascar-Laza, p. 3**)

Communauté internationale

LES EFFORTS DE MADAGASCAR SALUÉS PAR LA BANQUE MONDIALE

Les efforts de Madagascar de ces derniers mois, en matière de restauration de la stabilité politique, ont été salués par la Banque Mondiale. Ce constat a émané de l'entretien de Hery Rajaonarimampianina avec Marc Lundell, Directeur des opérations de la Banque Mondiale. Grâce à cette stabilité, l'institution internationale s'est décidée à appuyer le pays dans son processus de développement et d'élire Madagascar en tant que premier bénéficiaire du nouveau mécanisme de financement IDA Turn-around Facility, à titre d'aide au développement. Les partenaires financiers de Madagascar réfléchissent à la possibilité d'intensifier les investissements dans la croissance, a noté Marc Lundell. Néanmoins, la Banque a insisté sur la poursuite des efforts ainsi que des réformes en matière de gouvernance, tels que l'amélioration des finances publiques et le développement du secteur privé. (**Madagascar-Laza, p. 3**)

Format de couverture

La Gazette de la Grande Île (p. 9) a publié des extraits d'un entretien avec Abdelkrim Bendjebbour, Représentant résident de la Banque Africaine de Développement à Madagascar, rapporté dans Newsletter de la coopération au développement Primature, Farimbona 2^{ème} semestre 2015, n° 002. Dans cette interview, le Représentant de la BAD donne son analyse de la situation économique et financière du pays pour 2016. Ainsi, de son point de vue, il aurait été prudent de ne pas fixer pour 2014, un taux de croissance fixe, mais de présenter plutôt 3 scénarios : avoisinant les 2.5 %, 5% et 7 %. D'ailleurs, le pays n'a atteint que près de 3.2 %. Concernant les améliorations à apporter en matière de taux d'absorption de l'aide, Abdelkrim Bendjebbour estime que celles-ci devraient concerner la gestion des finances publiques avec un élargissement urgent de l'assiette fiscale, pour tenter d'augmenter le taux exagérément bas de la pression fiscale dans le pays. Cela suppose d'entreprendre des actions concrètes et précises en direction du secteur informel.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Honorine Ramisarivelo : misa.ramisarivelo@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

